

Corruption et croissance économique dans les pays nord africains

Corruption and economic growth in north African countries

OBAD Jaouad

Enseignant chercheur
ESSEM business school
Maroc
obadjaouad@gmail.com

OUTSEKI Jaouad

Enseignant chercheur
ESSEM business school
Maroc
outseki.jaouad@gmail.com

Date de soumission : 01/02/2021

Date d'acceptation : 10/03/2021

Pour citer cet article :

OBAD J. & OUTSEKI J. (2021), « Corruption et croissance économique dans les pays nord africains », Revue Française d'Économie et de Gestion « Volume 2 : numéro 3 » pp : 39 – 52.

Author(s) agree that this article remain permanently open access under the terms of the Creative Commons Attribution License 4.0 International License



Résumé

Le but de cet article est d'étudier l'impact de la corruption sur la croissance économique d'une part et l'impact de la corruption sur la composition des dépenses publiques d'autre part. La corruption est considérée comme un abus de fonction publique à des fins personnelles, elle peut entraver la croissance économique de plusieurs manières, et elle peut aussi déformer la composition des dépenses publique. Pour étudier la relation entre la corruption et la croissance économique, nous avons utilisé un modèle de données de panel, couvrant un échantillon de six pays d'Afrique du Nord de sue une période de 15 ans, de 2004 à 2018. Les résultats de l'étude ont confirmé que, dans les six pays étudiés, la corruption a un impact négatif sur la croissance économique et qu'il n'y a aucun impact sur les dépenses publiques causé par la corruption.

Mot clés : Croissance économique ; Corruption ; dépenses publiques ; Panel ; Pays d'Afrique du Nord

Abstract

The aim of this article is to study the impact of corruption on economic growth on the one hand and the impact of corruption on the composition of public spending on the other. Corruption is seen as an abuse of public office for personal gain, it can hamper economic growth in several ways, and it can also distort the composition of public spending. To study the relationship between corruption and economic growth, we used a panel data model, covering a sample of six North African countries over a period of 15 years, from 2004 to 2018. The results of the survey The study confirmed that in the six countries studied, corruption has a negative impact on economic growth and that there is no impact on public expenditure caused by corruption.

Keywords: economic growth; corruption; government spending; Panel; North African Countries

Introduction

La corruption est souvent considérée comme un abus de fonction publique à des fins personnelles. Arcina et Wade ont défini la corruption comme « un fonctionnaire qui abuse des biens de l'État à des fins personnelles (Arcina et Wade, 2002). La corruption peut être initiée par des agents de l'État ou des utilisateurs de services publics.

Celentani et Ganuza montrent que « la corruption existe aussi sous forme d'un échange, d'une faveur ou d'une facilité au service public ou d'un passe-droit contre un dessous de table monétaire ou encore une faveur réciproque, (Celentani et Ganuza, 2002). Elle se réalise d'autant plus facilement que l'agent public concerné jouit d'un pouvoir discrétionnaire dans la fourniture du service public dont il a la charge ». Ce type de corruption est très courant dans les pays sous-développés (Bardhan, 1997), où l'efficacité de l'organisation de l'État est particulièrement faible, où la société civile n'a pas le contrôle démocratique des actions gouvernementales et la bureaucratie a une grande discrétion (Azariadis et Lahiri, 1997). Verneti (1998) estime que la corruption est une forme de recherche de rente, qui se définit comme une série d'activités visant une redistribution collective de la richesse.

La corruption a un impact négatif sur la croissance économique, et elle est de plus en plus devenue une question centrale dans l'économie du développement. Son ampleur dans les pays en développement, ses coûts économiques et sociaux, et les obstacles à la réforme économique ou aux infrastructures de qualité, en font un phénomène dont l'analyse minutieuse s'impose aux économistes du développement.

La corruption peut entraver la croissance économique de plusieurs manières. La corruption peut devenir une taxe supplémentaire qui freine l'investissement et peut biaiser la composition des dépenses publiques vers des projets improductifs. Dans ce cas, la possibilité de corruption est plus évidente pour les politiciens corrompus. Bien que les dépenses d'investissement public puissent favoriser la croissance économique, la corruption rend ces dépenses inefficaces, inefficaces dans la production et fausse la composition des dépenses.

La corruption est observée dans le secteur public de nombreux pays du monde. En Afrique du nord, elle représente un obstacle majeur du développement économique. Très peu sont les études scientifiques relatives au trinôme dépenses publiques, corruption et croissance économique dans cette région. Donc, il est légitime de chercher des réponses aux interrogations suivantes : L'affectation des dépenses publiques des pays Nord Africains est-

elle influencée par l'indice de corruption ? Un environnement marqué par une forte corruption a-t-il un impact réel sur la croissance économique ?

Les résultats d'une telle étude devraient servir de recommandations aux décideurs politiques et économiques pour des interventions de plus en plus rationnelles et efficaces.

Notre article est organisé comme suit. Premièrement, nous présenterons la base théorique de la relation entre croissance économique corrompue. Ensuite, nous passerons en revue la littérature empirique, et puis nous présenterons les ensembles de données et les méthodes économétriques utilisées. La dernière partie présentera et discutera les résultats de l'étude.

1. L'analyse théorique des effets de la corruption sur la croissance économique

Les fondements théoriques se trouvant derrière la relation entre la corruption et la performance économique sont diverses. Les chercheurs ont été divisés entre ceux qui ont vu que la corruption pourrait accélérer la croissance économique et ceux qui, au contraire, mettent l'accent sur les effets néfastes de ce phénomène. L'argument évident le plus utilisé en faveur d'un éventuel effet bénéfique de la corruption est sa capacité à éviter les rigidités administratives et graisser les rouages de la bureaucratie (Leff, 1964). Ces auteurs pensent que la corruption peut constituer une source d'efficacité qui élimine les rigidités imposées par l'État qui entravent l'investissement et perturbent les autres décisions économiques favorables à la croissance.

Cependant, le point de vue d'une corruption efficace est très contesté. De nombreux auteurs ont montré que ce point de vue de la corruption repose sur une hypothèse problématique qui considère les règlements et les procédures administratives comme exogène et sans rapport avec la corruption. En effet, il est irréaliste de supposer que les agents publics peuvent créer des retards ou des rigidités administratives dans le seul but de recueillir des pots de vin. Par exemple, Myrdal montre que si la corruption permet d'accélérer les procédures, les fonctionnaires auront alors un intérêt à créer davantage de rigidités et de maintenir des procédures administratives lentes pour obtenir plus de paiements (Myrdal, 1968).

La corruption tend à réduire les incitations à investir pour les entrepreneurs locaux et étrangers. Lorsque ces derniers sont souvent obligés de payer des pots de vin avant de créer leur entreprise ou quand ils sont souvent sollicités pour payer de grosses sommes d'argent aux fonctionnaires de rester dans les affaires, la corruption entrave ou même bloque la création et le développement des entreprises et, par conséquent, l'entrave de la croissance économique. En outre, la corruption augmente les coûts de transaction, entrave le

développement d'une économie de marché, sape le système des marchés libres en augmentant le degré d'incertitude et réduit les recettes de l'Etat tout en augmentant ses dépenses [(Rose-Ackerman, 1997) et (Tanzi, 1998)].

La corruption conduit également à une mauvaise répartition des ressources, en particulier lorsque l'investissement des fonds publics et l'approbation des investissements privés sont décidés, non pas sur la base de la valeur économique ou sociale des projets, mais plutôt sur les revenus potentiels que les fonctionnaires attendent de recevoir de leur décisions (Jain, 2001). Cela pousse à penser que la structure des dépenses publiques est souvent altérée en faveur de certains secteurs, en particulier ceux où les possibilités de corruption sont plus évidentes [(Tanzi et Davoodi, 1997), (Mauro, 1998) et (De la Croix et Delavallade 2007, 2009)].).

La corruption peut également affecter le taux de croissance par le biais des distorsions dans la perception des impôts, le niveau des dépenses publiques et la composition des dépenses publiques. Rose-Ackerman suggèrent que des fonctionnaires corrompus peuvent préférer les types de dépenses qui leur permettent de collecter des pots de vin facilement. Shleifer & Vishny suggèrent que des dépenses importantes sur les articles spécialisés tels missiles et ponts, dont la valeur de marché exacte est difficile à déterminer, offrent davantage de possibilités de corruption (Shleifer & Vishny, 1993). Il est certainement susceptible d'être plus faciles à collecter des pots de vin substantiels sur les composants de haute technologie ou d'infrastructure de défense des projets que sur les salaires des enseignants (Mauro, 1997).

2. Littérature empirique

Ces dernières années, un grand nombre d'articles ont été publiés sur les causes et les conséquences de la corruption. Mauro (1995) est la première étude économétrique approfondie à évaluer l'impact de la corruption sur la croissance économique. Paolo Mauro a trouvé une corrélation négative significative entre l'indice de corruption et le taux de croissance. Selon la conclusion de Mauro, les politiques anti-corruption peuvent être très bénéfiques pour la croissance.

« ... Un pays qui améliore sa position sur l'indice de corruption, par exemple, 6-8, (0 étant le plus corrompu, 10 le moins) connaîtra une augmentation de 4 points de pourcentage de son taux d'investissement et d'une augmentation d'un point à 0,5 en pourcentage de son taux de croissance annuelle du PIB.» (Mauro, 1998).

En effet, les travaux de Mauro (1995) ont mis l'accent sur la relation entre la corruption et l'investissement du point de vue du taux d'investissement en pourcentage du PIB. Tanzi et Davoodi (1997) montrent que la corruption est susceptible d'augmenter l'investissement public tout en réduisant sa productivité. Ils montrent que des niveaux élevés de corruption sont liés à la réduction des dépenses d'entretien et d'infrastructure, ce qui aura un impact négatif sur la croissance économique.

Au cours des deux dernières décennies, l'impact de la corruption sur la croissance économique a été largement étudié. La plupart des études suivent les méthodes de Barro (1991) et Levine & Renelt (1992) et utilisent une régression transversale pour étudier l'impact de la corruption sur le taux de croissance économique moyen en intégrant un ensemble de variables de contrôle. Les principaux résultats de la littérature empirique montrent que la corruption est locale et universelle et qu'elle conduit souvent à une croissance économique plus faible et à une inefficacité des services publics.

Les modèles utilisés par Laffon et N'Guessan (1999) et Laffon et N'Gbo (2000) tiennent compte de l'expansion des réseaux des pays en développement. Ils ont conclu que la corruption réduisait l'investissement total et donc la qualité de l'infrastructure considérée. Elle a également un impact sur la mise en œuvre des infrastructures et des projets dans de nombreux pays. Ce fléau peut également avoir un impact sur les changements dans la structure des dépenses publiques. Les pays les plus corrompus consacrent moins de dépenses publiques à l'éducation [Mauro (1998)]. Gupta, Davodi et Alonso Terme (1998) ont confirmé ce résultat, montrant que les politiques de lutte contre la corruption peuvent contribuer à réduire les inégalités et la pauvreté.

Les investigations de Celentani et Ganuza (2002) conseillent qu'un climat de corruption étendu encourage l'apparition des comportements opportunistes, justifiés par la collecte de gains futurs. Cette asymétrie d'information constituant le principal déterminant de la corruption [Laffont et Meleu (2001)], fait l'objet de nouvelle recherche de Van Rijckeghen et al (2001) et de Kraster et Ganer (2004). Ceci est justifié par la mauvaise gouvernance qui règne dans la plupart des pays pauvres du Continent Africain.

Shang Jin Wei (1997a) a souligné que pour chaque augmentation de 1% du taux d'imposition des investissements étrangers, ces investissements diminueront d'environ 3,3%, et pour chaque augmentation de 1 point de l'indice de perception de la corruption, la contribution de l'investissement direct étranger diminuera d'environ 11%. Wei (1997b) a également prouvé

que l'imprévisibilité de la corruption est un autre facteur de réduction des investissements directs étrangers et que des niveaux plus élevés de corruption sont comme des impôts aléatoires imprévisibles. L'auteur a également conclu que l'impact de l'incertitude sur l'investissement direct étranger est négatif.

Ades et Di Tella (1997) ont étudié l'impact de la corruption dans les pays industriels. Ils ont montré que le niveau de la corruption est plus élevé dans les pays qui adoptent une politique industrielle active. La corruption réduit l'investissement total et la qualité de l'infrastructure d'un pays, et elle affecte sa composition, ce qui crée des effets négatifs sur la croissance économique.

Tanzi et Davoodi (1997) ont étudié l'impact de la corruption sur l'investissement public. Ils ont conclu que la corruption est susceptible d'augmenter l'investissement public car ce dernier peut être facilement manœuvré par des responsables politiques corrompus, ce qui provoque le paiement des pot-de-vin par ceux qui implantent le projet. Alors la corruption peut réduire la croissance en augmentant les dépenses d'investissement tout en réduisant ses productivités. Seka (2005), a étudié l'effet de la corruption sur la croissance et l'accumulation du capital humain, il a conclu que la corruption a un impact négatif sur l'accumulation du capital humain et par conséquent elle constitue un frein à la croissance économique.

3. Données et méthodologie

3.1. Données

Tableau N°1 : les variables utilisées

Variables	Sources
L'Indice de perception de la corruption (IPC)	Transparency International
Taux de croissance (Y)	La base de données de la banque mondiale
La part des dépenses publiques d'investissement dans le PIB (DP _{inv})	La base de données de la banque mondiale
La part des dépenses d'éducation dans le PIB (DP _{edu})	La base de données de la banque mondiale
La part des dépenses de santé dans le PIB (DP _{san})	La base de données de la banque mondiale

Source : Auteurs

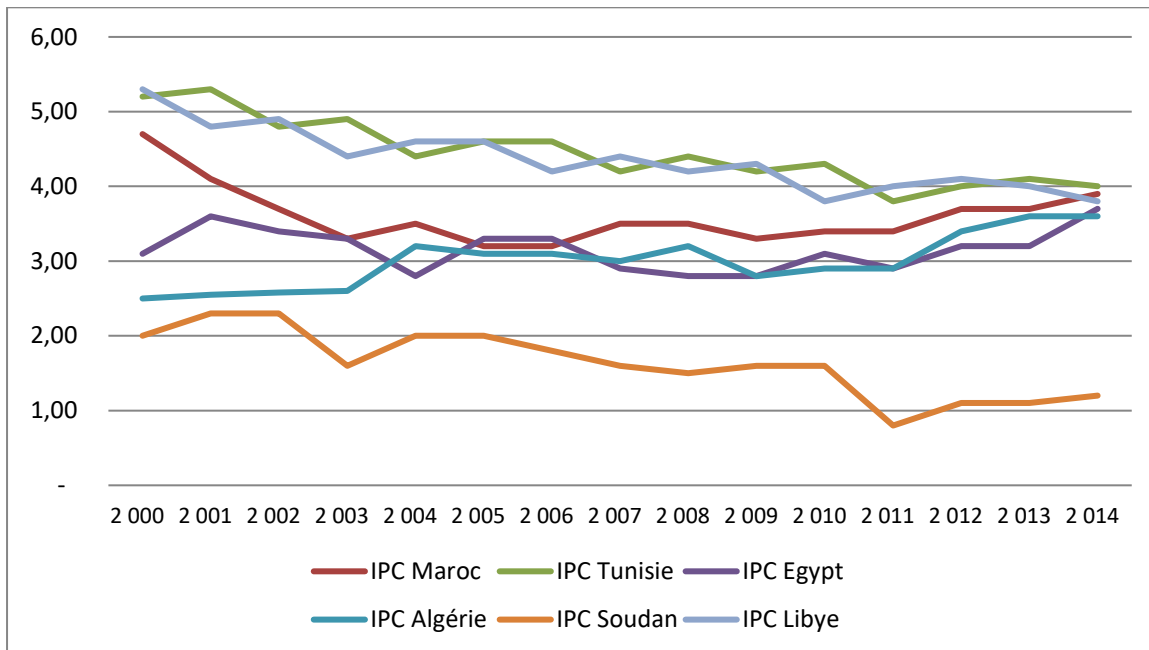
Dans notre modèle, nous avons utilisé l'indice de la perception de la corruption (IPC) qui est adopté par les économistes pour mesurer l'ampleur de la corruption. Cet indice est construit et publié par Transparency International depuis 1995. Cet indice est publié chaque

année, il indique pour chaque pays le niveau de la corruption perçue dans les milieux d'affaires, la population et la communauté internationale.

L'IPC classe les pays en fonction du niveau de corruption perçue parmi l'administration publique et les politiciens. Il va de 10 (haute intégrité) à 0 (très endommagé). Il s'agit d'un index complet qui utilise des données sur la corruption issues d'enquêtes d'experts menées par diverses agences. Le but de TI est de s'assurer que les sources utilisées sont de la plus haute qualité et de mener des enquêtes honnêtement. Pour être acceptées, les données doivent être entièrement documentées et suffisantes pour juger de leur fiabilité.

Afin d'étudier la relation entre corruption et croissance économique, d'une part et celle entre corruption et dépenses publiques d'autre part, nous procéderons dans le cadre de ce travail, à un modèle de données de panel. Concernant un échantillon de 6 pays de l'Afrique du nord durant la période 2000-2014.

Figure N°1 : L'Indice de perception de la corruption (IPC) des pays Nord Africains



Source : Transparency International

3.2. Méthodologie

Nous commençons par des tests économétriques pour étudier la relation entre la croissance économique et le niveau de corruption. Ensuite, nous étudierons l'impact de la corruption sur les dépenses publiques.

Deux méthodes économétriques ont été utilisées :

- L'analyse des données de panel à effets fixes
- L'analyse des données de panel à effets aléatoires

Pour le modèle à effets fixes, les différentes spécifications se présentent comme suit :

$$Y_{it} = \alpha_0 + \alpha_1 IPC_{it} + \varepsilon_{it}$$

$$DP_{inv_{it}} = \alpha_0 + \alpha_1 IPC_{it} + \varepsilon_{it}$$

$$DP_{edu_{it}} = \alpha_0 + \alpha_1 IPC_{it} + \varepsilon_{it}$$

$$DP_{san_{it}} = \alpha_0 + \alpha_1 IPC_{it} + \varepsilon_{it}$$

Y : le taux de croissance économique ; DP : la part des dépenses publiques dans le PIB ; DP_{edu} : la part des dépenses publiques d'éducation dans le PIB ; DP_{san} : la part des dépenses publiques dans la santé dans le PIB ; i : les pays ; t : le temps ; ε : la perturbation.

Le modèle à effet aléatoire est traduit par les spécifications suivantes :

$$Y_{it} = \alpha IPC_{it} + \varepsilon_{it}$$

$$DPinV_{it} = \alpha IPC_{it} + \varepsilon_{it}$$

$$DPedu_{it} = \alpha IPC_{it} + \varepsilon_{it}$$

$$DPSan_{it} = \alpha IPC_{it} + \varepsilon_{it}$$

Avec $\varepsilon_{it} = \beta_i + \delta_{it}$ où β_i et δ_{it} sont des perturbations aléatoires non corrélées et qui sont respectivement appelées effet individuel et effet résiduel. Il est important de souligner que β_i qui est aléatoire n'est nullement une constante propre à chaque individu, mais plutôt une perturbation qui lui est propre.

Des tests économétriques ont été effectués pour vérifier les résultats obtenus par les différentes méthodes¹.

4. Résultats empiriques et analyse

**Tableau N° 2 : Statistiques descriptives des variables : Taux de croissance et IPC
2000-2014**

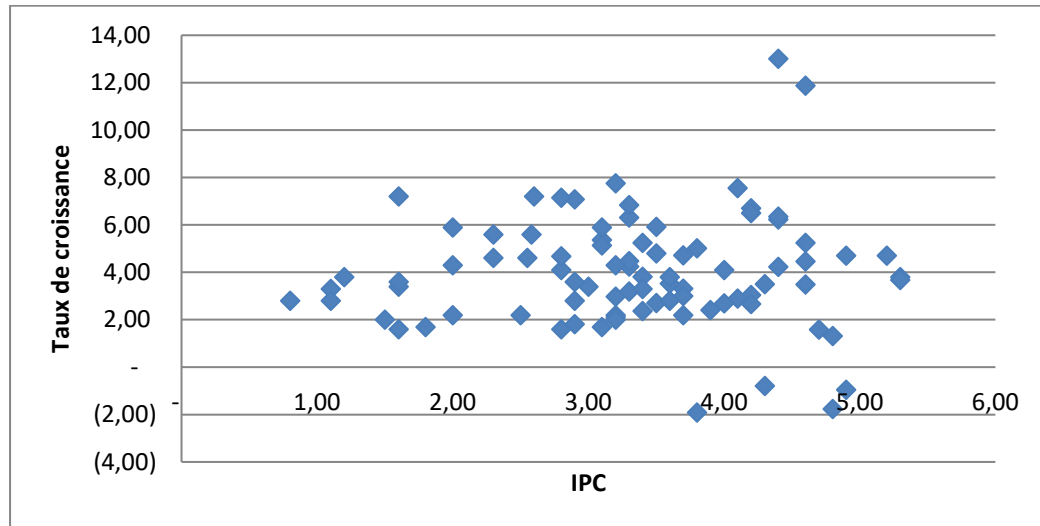
	Maroc		Tunisie		Egypte		Algérie		Soudan		Lybie	
	IPC	Taux de croissance	IPC	Taux de croissance	IPC	Taux de croissance	IPC	Taux de croissance	IPC	Taux de croissance	IPC	Taux de croissance
Moyenne	3,61	4,43	4,45	3,65	3,16	4,15	3,00	3,65	1,63	3,65	4,36	3,66
Ecart type	0,40	1,86	0,44	2,06	0,28	1,88	0,36	1,63	0,45	1,63	0,42	33,59
Max	4,70	7,76	5,30	6,71	3,70	7,15	3,60	7,20	2,30	7,20	5,30	104,49
Min	3,20	1,59	3,80	-1,92	2,80	1,82	2,50	1,60	0,80	1,60	3,80	-62,08

Source : Auteurs

Le tableau montre que le taux de croissance des pays Nord Africains est entre 3.65 et 4.43, la Lybie a connu une croissance très volatile (Ecart type = 33.59) à cause de la guerre ces dernières années. Le soudan a le plus faible indice de corruption avec une moyenne de 1.63 entre 2000 et 2014.

¹ Test de Student (pour les modèles à effets fixes) ; test de Fisher pour tous les modèles ; test de reusch et Pagan (LM-test) qui est un test spécifique aux données de panel à effets aléatoires ; test de Hausman : Il sert à discriminer entre les modèles à effets fixes et à effets aléatoires.

Figure N°2 : L'Indice de perception de la corruption (IPC) et le taux de croissance des pays Nord Africains



Source : Banque mondiale et TI (Elaboré par les auteurs)

D'après le graphique ci-dessus, on peut conclure qu'il n'y a pas une relation linéaire entre le taux de croissance et l'indice de perception de la corruption dans les pays objet de l'étude. Les résultats de l'analyse économétrique montre qu'il y a une relation significative entre le taux de perception de la corruption (IPC) et la croissance économique (Tableau 2 et 3). Ceci confirme que la lutte contre la corruption constitue une clé primordiale pour réaliser une croissance économique. Ces pays n'ont pas pu réaliser des performances économiques à cause de la volatilité et la faiblesse des taux de croissance réalisés dans ces pays. On constate aussi que tous les pays n'ont pas pu dépasser 5 dans l'IPC, ce qui montre que les politiques de lutte contre la corruption n'ont pas été très efficaces.

Tableau N° 3 : Test Panel MCO

Dependent Variable : Y

Method: Panel Least Squares

Sample: 2000 2014

Periods included: 15

Cross-sections included: 6

Total panel (balanced) observations : 90

Variable	Coefficient	Prob.
IPC	1.124750	0.0076
C	0.076829	0.9953

Test d'Hausman

Test Summary	Chi-Sq. Statistic	Chi-Sq. d.f.	Prob.
Cross-section random	0.072443	1	0.7878

Source : Eviews

L'analyse économétrique de la relation entre les différentes catégories des dépenses publiques et la corruption a montré qu'il n'y a pas de relation significative entre la corruption et la composition des dépenses publiques.

Les résultats de l'étude montrent aussi que durant la période 2000-2014, la composition des dépenses publiques dans les pays Nord Africains n'a pas été affectée par l'indice de la corruption.

Conclusion

Cette étude avait pour objectif d'étudier l'effet de la corruption sur la croissance économique et la composition des dépenses publiques. Pour ce faire, nous avons fait appel à un modèle de données de panel couvrant un échantillon de 6 pays de la région Afrique du nord, au cours de la période 2000-2014. Les principaux résultats obtenus de cette étude permettent de confirmer un effet significatif de la corruption sur la croissance économique.

Les résultats montrent aussi que la corruption n'affecte pas la composition des dépenses publiques, mais des travaux empiriques sur l'impact des dépenses publiques sur la croissance montrent que dans les pays nord africains, contrairement à d'autres pays, ces dépenses ne stimulent pas la croissance, ce qui pousse à s'interroger sur la productivité de ces dépenses, et est-ce que cette productivité n'est pas influencée par le niveau de corruption.

En effet, si les impacts les plus visibles de la corruption sont traditionnellement ceux qui caractérisent les interactions entre le corrupteur et le corrompu et les gains associés à l'arbitrage coût-bénéfice de ces deux agents, il est, tout de même, possible de mettre en évidence des effets indirects et bien plus pernicious du phénomène.

La corruption enrichit, certes, des individus ou des groupes d'individus mais elle fait supporter à l'ensemble de la société un coût exorbitant en termes de croissance, de bien-être et de pauvreté.

Il faut signaler que les données sur la corruption n'ont pas été disponibles avant l'an 2000 pour la plupart des pays étudiés, ce qui ne permet pas d'étudier l'impact de la corruption à long terme.

BIBLIOGRAPHIE

Ades, A. et Di Tella, R. (1999). Rents, Competition, and Corruption. *American Economic Review*, 89(4):982–993.

Azariadis C, A. Lahiri (1997). Do Rich Countries Choose Better Governments?, *working paper*, UCLA.

Bardhan, P. (1997). Corruption and Development: A Review of Issues; *Journal of Economic Literature*, vol.35, n° 3 : pp. 1320-1346.

Barro, R.J. (1996), Democracy and Growth, *Journal of Economic Growth*, vol n°1, pp 1-27. Levine & Renelt (1992)

Beck, P. J. and M. W. Maher (1986). A Comparison of Bribery and Bidding in Thin Markets. *Economic Letters* 20: 1-5.

Celentani et Ganuza (2002) ; Corruption and competition in procurement, *European Economic Review*, Elsevier, vol. 46(7), pages 1273-1303.

Gupta, S., Davoodi, H. et Alonso-Terme, R. (2002). Does Corruption Affect Income Inequality and Poverty ? *Economics of Governance*, 3(1):23–45.

Laffont, J. J. and T. N'Guessan (1999). Competition and corruption in an agency relationship; *Journal of Development Economics*, vol.60, pp. 271-295.

Leff, N. H. (1964). Economic Development Through Bureaucratic Corruption; *American Behavioral Scientist*, vol.8, n° 3 : pp. 8.

Lui, F. T. (1986). A dynamic model of corruption deterrence; *Journal of Public Economics*, vol.31, n° 2, pp. 215-236.

Mauro, P. (1995). Corruption and Growth; *Quarterly Journal of Economics*, vol.60, n° 3 :pp. 681-712.

Mauro, P. (1998). Corruption and the composition of government expenditure; *Journal of Public Economics*, vol.69, n° 2 : pp. 263-279.

Myrdal, G. (1968). *Asian Drama: An Inquiry Into the Poverty of Nations*, Allen Lane The Penguin Press, London.

Shleifer, A. et Vishny, R. W. (1993). Corruption. *The Quarterly Journal of Economics*, 108(3):599–617. (Mauro, 1997

Tanzi, V. (1995). Corruption, Governmental Activities, and Markets. *Finance and Development* vol.32, n°4 : 24.

Tanzi, V. and H. R. Davoodi (2000). Corruption, Growth, and Public Finances, *The International Monetary Fund, Fiscal Affairs Department: Working Paper No.182*.

Van Rijckeghem, C. and B. Weder (2001). Bureaucratic corruption and the rate of temptation: do wages in the civil service affect corruption, and by how much? *Journal of Development Economics* ;vol.65, n°2 : pp.307-331.

Wei, S.-J. (2000). Local Corruption and Global Capital Flows; *Brookings Papers on Economic Activity*, vol.2000, n° 2 : pp. 303-346.